



Expulsions locatives : la CNL refuse la reprise de la chasse aux pauvres !

Le 31 mars marque la fin de la trêve hivernale. À compter du 1er avril, la machine à expulser se remet en marche, précipitant des milliers de familles dans une situation de précarité extrême et ce, dans l'indifférence coupable du gouvernement.

En effet, les chiffres sont accablants. En 2024, les expulsions locatives ont bondi de 17 %, atteignant un record historique de 19 023 personnes expulsées en une année, et portant le nombre total de « sans-abri » au chiffre accablant de 350 000.

La loi Kasbarian-Bergé, votée en 2023, a accéléré ce mouvement. Sous prétexte de lutter contre les squats, le gouvernement a trouvé dans ce texte une arme de guerre sociale.

Alors que la crise du logement atteint son paroxysme avec des loyers et des charges qui explosent, un parc social de plus en plus dégradé, et 2,76 millions de demandes de logement en attente auprès des bailleurs sociaux du pays, le gouvernement choisit de faciliter les expulsions des locataires les plus précaires.

Face à cette politique du mépris, la CNL exige des mesures immédiates :

- L'arrêt pur et simple des expulsions
- Le gel général des loyers et la mise en place d'un moratoire sur les charges locatives
- La relance d'un plan massif de constructions de logements sociaux et d'importants investissements pour la rénovation énergétique du parc existant
- La concertation réelle des habitants lors des démolitions HLM
- La réquisition des logements vacants, pour couvrir les besoins d'une politique urgente d'éradication du sans-abrisme

Pour en finir avec la précarité des locataires, la CNL revendique également l'introduction du droit au logement dans la Constitution, et la création d'une Sécurité sociale du logement (SSL), afin de garantir à toutes et à tous une protection face aux impayés et aux accidents de la vie.

Partout en France, les 29 et 30 mars, se tiendront manifestations et rassemblements pour revendiquer « un logement décent, stable et abordable pour toutes et tous ».

La CNL appelle les habitantes et les habitants à se déployer massivement dans les cortèges.

La paupérisation générale de la société française expose une strate toujours plus importante de la population au mal logement, voire au sans-abrisme, et y compris de plus en plus de travailleurs pauvres.

Cette situation est inacceptable. L'État doit assumer ses responsabilités !

Montreuil le 26 mars